

afférents à l'inventaire des richesses en bois, en pouvoirs hydro-électriques et en minéraux. Nous sommes allés de l'avant de nous-mêmes et, depuis la Confédération, nous avons dépensé 23 millions de dollars pour aider à la mise en place de nouvelles industries.

Si la Confédération ne devait pas reconnaître le droit de tous les Canadiens à une certaine égalité de niveau de vie et d'occasions, Terre-Neuve et les provinces Maritimes pourraient aussi bien être déclarées des réserves de chasse pour le bon plaisir des Canadiens en vacances des autres provinces plus prospères.

Que faisait, à cette époque, le triumvirat assis en face de moi? Les ministres de la Couronne qui faisaient de Terre-Neuve une réserve de chasse, un endroit de villégiature...

L'hon. M. Pearson: Et alors?

Le très hon. M. Diefenbaker: ...et faire des Terre-neuviens des citoyens de seconde classe. Où se trouvait alors le chef de l'opposition, sinon parmi les membres du cabinet? Où était l'honorable député de Bonavista-Twillingate (M. Pickersgill)?

Ce sont là les choses qui, ai-je pensé, pourraient être intéressantes quand mes honorables amis de l'opposition rappellent les imperfections du présent gouvernement qui, depuis le 21 juin 1957, en plus d'avoir honoré les obligations contractées par le gouvernement aux termes de l'accord existant, a accordé à Terre-Neuve 7.5 millions de dollars par année que cette province n'aurait jamais touchés si l'ancien gouvernement était resté au pouvoir.

Bref, les faits parlent d'eux-mêmes. Versons-en maintenant au *Daily Star*, de Toronto, du 9 juillet 1955, dans lequel le premier ministre a publié un article qui est précédé de la note suivante:

Le premier ministre "Joey" Smallwood qui a, presque à lui seul, conduit Terre-Neuve dans la Confédération a menacé l'autre jour de l'en sortir cette fois si le gouvernement ne prend pas de mesures qui puissent rendre les provinces de l'Atlantique "économiquement fortes".

Monsieur l'Orateur, qu'ont-ils fait ceux qui siègent aujourd'hui dans l'opposition? Qu'ont-ils fait de 1949 à 1955? Terre-Neuve n'a cessé de réclamer à partir de 1953, et Terre-Neuve était à ce moment-là représentée, entre autres, par l'honorable député de Bonavista-Twillingate. Qu'ont fait les libéraux ces années-là? Voici la réponse du premier ministre de la province lui-même:

J'ai honte et je suis fâché de l'avouer, mais les efforts stupides, maladroits et insuffisants du grand Canada pour aider l'industrie de la pêche atlantique presque aussi précieuse par ses virtualités financières et bien plus précieuse encore par le nombre de familles qu'elle soutient que l'industrie pétrolière de l'Alberta, ne sont pas à l'honneur d'un grand pays progressiste.

Qui était alors au pouvoir? La réponse vient d'elle-même. Où était alors celui

qui s'était lui-même institué le gardien des droits de Terre-Neuve, l'honorable député de Bonavista-Twillingate? Où était le ministre des Pêcheries? L'honorable député de Bonavista-Twillingate a manifesté un très grand intérêt aux pêcheries depuis deux ans. Qu'a-t-il fait lorsqu'il était membre du gouvernement? Et qu'a dit M. Smallwood? Il a dit:

Tout le programme du ministère des Pêcheries du Canada, pour autant qu'on y trouve une ligne de conduite à l'égard de Terre-Neuve, consiste à écarter les pêcheurs des pêcheries.

Il s'agit d'un article du premier ministre de la province, dans lequel il parle des jours magnifiques où ces deux membres de l'opposition qui parlent maintenant si haut et protestent avec tant de véhémence, étaient au pouvoir. Puis, M. Smallwood ajoutait:

Le ministre des Pêcheries actuel a dit à un Terre-neuvien distingué qu'il importait peu que les pêcheurs de Terre-Neuve quittent leur métier, parce qu'ils pourraient toujours trouver du travail dans une autre région du Canada.

Voilà les antécédents de ceux qui critiquent aujourd'hui le gouvernement pour avoir d'abord réussi à verser le montant recommandé par la commission royale et, de plus, prévu une révision qui assurera l'application des principes de l'Union, dont le parti conservateur a, par tradition, une réelle connaissance, à la dernière province qui s'est jointe à la confédération canadienne.

Je signalerai aussi les versements effectués à titre de subventions aux provinces de l'Atlantique et les conséquences extraordinaires qu'a eues l'affectation de ces sept millions et demi de dollars pour l'économie de la province de Terre-Neuve et celle des deux autres provinces de la région atlantique ainsi que le résultat des deux millions et demi versés à l'île du Prince-Édouard. Voici ce qu'en dit le *Evening Telegram* de Saint-Jean du 24 janvier 1958:

Le gouvernement conservateur a l'appui de deux représentants de Terre-Neuve. Les cinq autres sont dans l'opposition. Mais on nous prête, à l'heure actuelle, beaucoup plus d'attention et de sympathie que du temps des libéraux. Ce n'est pas que le gouvernement d'Ottawa nous favorise étant donné que nous avons voté avec une majorité écrasante pour l'opposition, mais parce que les conservateurs ont toujours eu pour principe déclaré de consacrer une plus grande partie du revenu aux besoins des provinces et surtout aux besoins des provinces de l'Atlantique. Tout cela est absolument contraire à la ligne de conduite des libéraux.

Je pourrais dire quelques mots d'un sujet dont j'ai déjà eu l'occasion de parler: l'attitude adoptée par le gouvernement à l'égard des diverses provinces. Je signale que, depuis notre accession au pouvoir, nous nous sommes efforcés de partager également les avantages entre les provinces. Nous avons voulu